



AFFAIRES PHARES

2018



Liste des affaires recommandées
par le Jurisconsulte et
approuvées par le Bureau

**Cour européenne des
droits de l'homme**

Mars 2019

NOTE SUR LA CITATION

Les affaires sont présentées par article de la Convention, puis dans l'ordre alphabétique selon le nom du requérant et de l'État défendeur.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [GC] ». Les décisions sont signalées par la mention « (déc.) ».

Les arrêts de chambre non encore « définitifs » au sens de l'article 44 de la Convention sont signalés par la mention « (non définitif) ». En cas de renvoi d'un arrêt non définitif devant la Grande Chambre conformément à l'article 43, l'arrêt en question ne sera pas inclus dans la présente liste.

Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter [cette page](#).

Article 44 § 2

L'arrêt d'une chambre devient définitif

- a) lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre; ou
- b) trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé; ou
- c) lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43.

Article 43

1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.
2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses protocoles, ou encore une question grave de caractère général.
3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt.

Sommaire

AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ARTICLE	4
AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR REQUÉRANT	11
AFFAIRES PRÉSENTÉES PAR ÉTAT	13

Affaires présentées par article

ARTICLE 5

Article 5 § 1

VOIES LÉGALES | ARRESTATION OU DÉTENTION RÉGULIÈRES

Refus d'un tribunal de mettre fin à une détention jugée illégale par la Cour constitutionnelle (contexte de dérogation « article 15 »): *violation*

Şahin Alpay c. Turquie, n° 16538/17, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 5 § 1 c)

NÉCESSITÉ RAISONNABLE D'EMPÊCHER UNE INFRACTION

Détention durant environ huit heures, sans inculpation, de supporters de football afin de prévenir des violences: *non-violation*

S., V. et A. c. Danemark [GC], n°s 35553/12 et 2 autres, 22.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 5 § 1 e)

ALIÉNÉ

Détention de sûreté subséquente d'un meurtrier condamné, sur la base d'évaluations psychiatriques indiquant qu'il restait dangereux: *non-violation*

Ilmseher c. Allemagne [GC], n°s 10211/12 et 27505/14, 4.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 5 § 4

CONTRÔLE À BREF DÉLAI

Seize mois pour l'examen d'un recours constitutionnel soulevant des questions nouvelles et complexes relatives à l'état d'urgence: *non-violation*

Şahin Alpay c. Turquie, n° 16538/17, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

ACCÈS À UN TRIBUNAL

Absence de compétence universelle des juridictions civiles en matière de torture: *article 6 applicable; non-violation*

Naït-Liman c. Suisse [GC], n° 51357/07, 15.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ACCÈS À UN TRIBUNAL

Excès allégué de formalisme dans l'interprétation des règles procédurales (seuil de recevabilité *ratione valoris*): *non-violation*

Zubac c. Croatie [GC], n° 40160/12, 5.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (civil | disciplinaire)

DROITS ET OBLIGATIONS DE CARACTÈRE CIVIL | TRIBUNAL INDÉPENDANT ET IMPARTIAL

Mode de nomination des arbitres du Tribunal arbitral du sport: *article 6 § 1 applicable; non-violation*

Mutu et Pechstein c. Suisse, n°s 40575/10 et 67474/10, 2.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (pénal)

PROCÈS ÉQUITABLE | ÉGALITÉ DES ARMES

Impossibilité pour un avocat de se défendre seul dans la procédure pénale ouverte contre lui: *non-violation*

Correia de Matos c. Portugal [GC], n° 56402/12, 4.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

PROCÈS ÉQUITABLE

Loi ne prévoyant pas l'assistance d'un avocat lors des interrogatoires par la police et par le juge d'instruction dans la phase initiale de la procédure pénale: *violation*

Beuze c. Belgique [GC], n° 71409/10, 9.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 3 a)

INFORMATION DANS UNE LANGUE COMPRISE

Absence, dans un procès pénal, de traduction orale des débats et de traduction écrite des pièces vers une langue que l'accusé maîtrise suffisamment: *violation*

Vizgirda c. Slovénie, n° 59868/08, 28.8.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 3 c)

SE DÉFENDRE AVEC L'ASSISTANCE D'UN DÉFENSEUR

Impossibilité pour un avocat de se défendre seul dans la procédure pénale ouverte contre lui: *non-violation*

Correia de Matos c. Portugal [GC], n° 56402/12, 4.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

SE DÉFENDRE AVEC L'ASSISTANCE D'UN DÉFENSEUR

Loi ne prévoyant pas l'assistance d'un avocat lors des interrogatoires par la police et par le juge d'instruction dans la phase initiale de la procédure pénale: *violation*

Beuze c. Belgique [GC], n° 71409/10, 9.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 3 d)

INTERROGATION DES TÉMOINS

Impossibilité pour la défense d'interroger des témoins lors du procès pénal : *non-violation*

Murtazaliyeva c. Russie [GC], n° 36658/05, 18.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 3 e)

ASSISTANCE GRATUITE D'UN INTERPRÈTE

Absence, dans un procès pénal, de traduction orale des débats et de traduction écrite des pièces vers une langue que l'accusé maîtrise suffisamment : *violation*

Vizgirda c. Slovénie, n° 59868/08, 28.8.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Article 6 § 1 (administratif | disciplinaire)

PROCÈS ÉQUITABLE | AUDIENCE PUBLIQUE

Absence d'audience publique et caractère limité du contrôle exercé par la Cour suprême sur les décisions disciplinaires du Conseil supérieur de la magistrature : *violation*

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], n°s 55391/13 et 2 autres, 6.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

TRIBUNAL INDÉPENDANT ET IMPARTIAL

Défaut allégué d'indépendance et d'impartialité de la Cour suprême dans la dualité de fonction de son président et la carrière de ses juges étant en lien avec le Conseil supérieur de la magistrature : *non-violation*

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], n°s 55391/13 et 2 autres, 6.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 7

NULLA POENA SINE LEGE

Confiscation automatique et intégrale des terrains illicitement lotis, indépendamment de toute responsabilité pénale : *violation ; non-violation*

G.I.E.M. S.r.l. et autres c. Italie [GC], n°s 1828/06 et 2 autres, 28.6.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

PEINE PLUS FORTE | RÉTROACTIVITÉ

Détention de sûreté subséquente d'un meurtrier condamné, sur la base d'évaluations psychiatriques indiquant qu'il restait dangereux : *non-violation*

Ilseher c. Allemagne [GC], n°s 10211/12 et 27505/14, 4.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 8

OBLIGATIONS POSITIVES

Aucune prise en charge d'une fille de quatorze ans, laissée seule suite à l'arrestation de ses parents : *violation ; non-violation*

Hadzhieva c. Bulgarie, n° 45285/12, 1.2.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Licenciement d'un salarié pour avoir stocké sur son ordinateur professionnel un gros volume d'images pornographiques : *non-violation*

Libert c. France, n° 588/13, 22.2.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

Révocation d'un juge de sa fonction de président de juridiction d'appel au motif qu'il s'était mal acquitté de ses fonctions administratives : *article 8 non applicable ; irrecevable*

Denisov c. Ukraine [GC], n° 76639/11, 25.9.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE | OBLIGATIONS POSITIVES

Refus d'obliger des médias à anonymiser des matériaux en ligne anciens à la demande des auteurs d'un crime près de sortir de prison : *non-violation*

M.L. et W.W. c. Allemagne, nos 60798/10 et 65599/10, 28.6.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE

Exhumation, dans le cadre d'un procès pénal, des restes de personnes défuntées contre la volonté de leurs familles : *violation*

Solska et Rybicka c. Pologne, nos 30491/17 et 31083/17, 20.9.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE | OBLIGATIONS POSITIVES

Enterrement d'une victime d'un acte criminel en l'absence de mesures raisonnables pour en informer les proches : *violation*

Lozovyye c. Russia, n° 4587/09, 24.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DE LA VIE PRIVÉE ET FAMILIALE | RESPECT DU DOMICILE

Obligation imposée aux sportifs de haut niveau, inscrits dans un « groupe cible », de fournir à l'avance leur localisation afin de procéder à des contrôles inopinés pour lutter contre le dopage : *non-violation*

Fédération nationale des associations et syndicats de sportifs (FNASS) et autres c. France, nos 48151/11 et 77769/13, 18.1.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 10

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Détention d'un journaliste accusé d'infraction en lien avec le terrorisme à la suite de la tentative de coup d'État : *violation*

Şahin Alpay c. Turquie, n° 16538/17, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Condamnation pénale et amende infligées à l'auteur de propos accusant le prophète Mahomet de pédophilie : *non-violation*

E.S. c. Autriche, n° 38450/12, 25.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

LIBERTÉ D'EXPRESSION

Portail d'information jugé responsable de la publication d'un hyperlien menant à un contenu diffamatoire : *violation*

Magyar Jeti Zrt c. Hongrie, n° 11257/16, 4.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 11

LIBERTÉ DE RÉUNION PACIFIQUE

Militant politique arrêté et poursuivi à maintes reprises pour infraction administrative tenant à l'irrégularité des rassemblements publics : *violation*

Navalnyy c. Russie [GC], n°s 29580/12 et 4 autres, 15.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 14

DISCRIMINATION (ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1)

Application de la loi de l'islam (charia) dans un litige concernant la succession d'un citoyen grec musulman : *violation*

Molla Sali c. Grèce [GC], n° 20452/14, 19.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 15

DÉROGATION EN CAS D'ÉTAT D'URGENCE

Tentative avortée de coup d'État militaire : *dérogation justifiée; proportionnalité des ingérences à examiner avec le fond*

Şahin Alpay c. Turquie, n° 16538/17, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 18

RESTRICTIONS DANS UN BUT NON PRÉVU

Entraves à la liberté de réunion dans le but d'étouffer le pluralisme politique : *violation*

Navalnyy c. Russie [GC], n°s 29580/12 et 4 autres, 15.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 33

REQUÊTE INTERÉTATIQUE

Nouveau fait allégué dépourvu d'influence décisive sur les conclusions de l'arrêt initial: *demande en révision rejetée*

Irlande c. Royaume-Uni (révision), n° 5310/71, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 35

Article 35 § 1

DÉLAI DE SIX MOIS

Adjonction tardive par les requérants d'une période de cinquante ans aux faits d'un grief reposant sur l'usucapion: *irrecevable*

Radomilja et autres c. Croatie [GC], n°s 37685/10 et 22768/12, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 46

Article 46 § 2

EXÉCUTION DE L'ARRÊT | MESURES GÉNÉRALES

État défendeur tenu de prendre des mesures générales garantissant que le régime d'exercice du droit de réunion ne constitue pas une entrave dissimulée à la liberté de réunion pacifique

Navalnyy c. Russie [GC], n°s 29580/12 et 4 autres, 15.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

BIENS

Actions en revendication de propriété concernant des biens collectifs acquis par prescription acquisitive: *non-violation*

Radomilja et autres c. Croatie [GC], n°s 37685/10 et 22768/12, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DES BIENS

Confiscation automatique et intégrale des terrains illicitement lotis, indépendamment de toute responsabilité pénale: *violation*

G.I.E.M. S.r.l. et autres c. Italie [GC], n°s 1828/06 et 2 autres, 28.6.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RESPECT DES BIENS

Responsabilité personnelle d'un associé pour les dettes d'une entreprise radiée en application d'une législation spéciale sur les sociétés dormantes: *non-violation*

Lekić c. Slovénie [GC], n° 36480/07, 11.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RÉGLEMENTER L'USAGE DES BIENS

Interdiction temporaire, en application de directives européennes, de la récolte commerciale de naissain de moules : *non-violation*

**O'Sullivan McCarthy Mussel Development Ltd
c. Irlande, n° 44460/16, 7.6.2018**

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RÉGLEMENTER L'USAGE DES BIENS

Monopole d'État dans le marché de la distribution des livres scolaires : *violation*

Könyv-Tár Kft et autres c. Hongrie, n° 21623/13, 16.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ARTICLE 80 DU RÈGLEMENT DE LA COUR

DEMANDE EN RÉVISION D'UN ARRÊT

Nouveau fait allégué dépourvu d'influence décisive sur les conclusions de l'arrêt initial : *demande en révision rejetée*

Irlande c. Royaume-Uni (révision), n° 5310/71, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Affaires présentées par requérant

B

Beuze c. Belgique [GC], n° 71409/10, 9.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

C

Correia de Matos c. Portugal [GC],
n° 56402/12, 4.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

D

Denisov c. Ukraine [GC], n° 76639/11, 25.9.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

E

E.S. c. Autriche, n° 38450/12, 25.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

F

Fédération nationale des associations
et syndicats de sportifs (FNASS) et autres
c. France, n°s 48151/11 et 77769/13, 18.1.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

G

G.I.E.M. S.r.l. et autres c. Italie [GC],
n°s 1828/06 et 2 autres, 28.6.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

H

Hadzhieva c. Bulgarie, n° 45285/12, 1.2.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

I

Ilseher c. Allemagne [GC], n°s 10211/12
et 27505/14, 4.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Irlande c. Royaume-Uni (révision),
n° 5310/71, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

K

Könyv-Tár Kft et autres c. Hongrie,
n° 21623/13, 16.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

L

Lekić c. Slovénie [GC], n° 36480/07, 11.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Libert c. France, n° 588/13, 22.2.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Lozovyie c. Russie, n° 4587/09, 24.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

M

M.L. et W.W. c. Allemagne, n°s 60798/10
et 65599/10, 28.6.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Magyar Jeti Zrt c. Hongrie, n° 11257/16, 4.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Molla Sali c. Grèce [GC], n° 20452/14, 19.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Murtazaliyeva c. Russie [GC],
n° 36658/05, 18.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Mutu et Pechstein c. Suisse, n°s 40575/10
et 67474/10, 2.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

N

Naït-Liman c. Suisse [GC], n° 51357/07, 15.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Navalnyy c. Russie [GC], n°s 29580/12
et 4 autres, 15.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

O

O'Sullivan McCarthy Mussel Development Ltd c. Irlande, n° 44460/16, 7.6.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

R

Radomilja et autres c. Croatie [GC], n°s 37685/10 et 22768/12, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], n°s 55391/13 et 2 autres, 6.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

S

S., V. et A. c. Danemark [GC], n°s 35553/12 et 2 autres, 22.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Şahin Alpay c. Turquie, n° 16538/17, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Solska et Rybicka c. Pologne, n°s 30491/17 et 31083/17, 20.9.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

V

Vizgirda c. Slovénie, n° 59868/08, 28.8.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Z

Zubac c. Croatie [GC], n° 40160/12, 5.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Affaires présentées par État

ALLEMAGNE

Ilseher c. Allemagne [GC], n^{os} 10211/12 et 27505/14, 4.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

M.L. et W.W. c. Allemagne, n^{os} 60798/10 et 65599/10, 28.6.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

AUTRICHE

E.S. c. Autriche, n^o 38450/12, 25.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

BELGIQUE

Beuze c. Belgique [GC], n^o 71409/10, 9.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

BULGARIE

Hadzhieva c. Bulgarie, n^o 45285/12, 1.2.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

CROATIE

Radomilja et autres c. Croatie [GC], n^{os} 37685/10 et 22768/12, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Zubac c. Croatie [GC], n^o 40160/12, 5.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

DANEMARK

S., V. et A. c. Danemark [GC], n^{os} 35553/12 et 2 autres, 22.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

FRANCE

Fédération nationale des associations et syndicats de sportifs (FNASS) et autres c. France, n^{os} 48151/11 et 77769/13, 18.1.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Libert c. France, n^o 588/13, 22.2.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

GRÈCE

Molla Sali c. Grèce [GC], n^o 20452/14, 19.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

HONGRIE

Könyv-Tár Kft et autres c. Hongrie, n^o 21623/13, 16.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Magyar Jeti Zrt c. Hongrie, n^o 11257/16, 4.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

IRLANDE

O'Sullivan McCarthy Mussel Development Ltd c. Irlande, n^o 44460/16, 7.6.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ITALIE

G.I.E.M. S.r.l. et autres c. Italie [GC], n^{os} 1828/06 et 2 autres, 28.6.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

POLOGNE

Solska et Rybicka c. Pologne, n^{os} 30491/17 et 31083/17, 20.9.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

PORTUGAL

Correia de Matos c. Portugal [GC], n^o 56402/12, 4.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Ramos Nunes de Carvalho e Sá c. Portugal [GC], n^{os} 55391/13 et 2 autres, 6.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

ROYAUME-UNI

Irlande c. Royaume-Uni (révision), n^o 5310/71, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

RUSSIE

Lozovyye c. Russia, n° 4587/09, 24.4.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Murtazaliyeva c. Russie [GC],
n° 36658/05, 18.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Navalnyy c. Russie [GC], n°s 29580/12
et 4 autres, 15.11.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

SLOVÉNIE

Lekić c. Slovénie [GC], n° 36480/07, 11.12.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Vizgirda c. Slovénie, n° 59868/08, 28.8.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

SUISSE

Mutu et Pechstein c. Suisse,
n°s 40575/10 et 67474/10, 2.10.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

Naït-Liman c. Suisse [GC], n° 51357/07, 15.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

TURQUIE

Şahin Alpay c. Turquie, n° 16538/17, 20.3.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)

UKRAINE

Denisov c. Ukraine [GC], n° 76639/11, 25.9.2018

[Arrêt](#) | [Résumé juridique](#)